

# LA PRESSE EN REVUE...



LUNDI 18 MAI 2015

## SOMMAIRE

- 1) Un doute s'installe
- 2) Un parti capable de « reconquête »
- 3) La purge au PS continue...
- 4) La confiture va commencer hic !
- 5) Il n'a jamais tenu ses « promesses »
- 6) Réflexion à vrai dire...
- 7) Le départ est donné pour...
- 8) Du cynisme au sein du staff PS
- 9) Ils se dévoilent
- 10) La torpille JLM...



Gérard Diez La Presse en Revue

## I) Hamon doute de la victoire de Cambadélis au congrès du PS



Les deux hommes défilaient ensemble le 1er mai 2009. LIONEL BONAVENTURE / AFP

Le député et ancien ministre Benoît Hamon a exprimé ce samedi ses doutes sur la victoire du premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis et de sa motion lors du vote des militants socialistes les 21 et 28 mai. Interrogé sur France Culture sur une probable victoire du patron du PS, cette figure de l'aile gauche du PS a répondu : "Je suis pas sûr, moi, de cela, je n'anticiperais pas sur ce résultat."

"On ne pourra pas continuer avec les mêmes habiletés, les mêmes personnes, les mêmes combinaisons comme dans les dix dernières années", a-t-il encore expliqué. "Ça ne marchera pas", a-t-il affirmé, mettant en garde contre les conséquences "si on ne prend pas la mesure de ce qui se passe aujourd'hui en France", avec notamment la montée du vote FN chez les jeunes. Cambadélis contre les frondeurs

Les militants socialistes votent ce jeudi pour choisir entre quatre textes programmatiques, avant un vote la semaine suivante pour la direction du parti à l'issue duquel Jean-Christophe Cambadélis entend bien arriver en tête.

Quatre motions sont en lice en vue du congrès qui se tiendra du 5 au 7 juin à Poitiers : la motion A de Jean-Christophe Cambadélis, soutenue et signée par le gouvernement ; le texte (motion B) des frondeurs et de l'aile gauche, emmené par le député Christian Paul ; la motion D "non alignée", animée par la députée Karine Berger ; en enfin une motion C autoproclamée "militante" de terrain dont la première signataire est une secrétaire nationale, Florence Augier.

[LePoint.fr](http://LePoint.fr)

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

## II) Congrès PS: 17 la "motion B" veut "reconstruire" un parti capable de "reconquête"



Les frondeurs du PS (g à d) Daniel Goldberg, Aurélie Filipetti, Laurent Baumel, Christian Paul et Marie-Noëlle Lieneman, à Paris le 11 mai 2015  
AFP/Archives -

Les rédacteurs de la motion B, portée par le député Christian Paul et qui rassemble les frondeurs et l'aile gauche du Parti socialiste, ont dévoilé samedi 17 propositions "largement issues" de leur Tour de France des fédérations pour "reconstruire" un parti capable de "reconquête".

Vu les "lourdes défaites subies aux élections municipales et départementales" et "face à une droite renouvelée et dangereuse", "la reconquête ne sera pas mécanique" et nécessitera de "reconstruire" un PS "plus efficace" et à même de "retrouver les militants déçus, les électeurs de la primaire de 2011 et attirer des générations nouvelles", selon les initiateurs de cette motion.

Premier axe des propositions rendues publiques lors d'un ultime café-débat, près de la gare Montparnasse à Paris, autour des députés Christian Paul et Laurent Baumel: "un parti fort qui inspire le gouvernement", au lieu de "se contenter de rédiger les communiqués saluant a posteriori les décisions du gouvernement".

"Nous ne voulons évidemment pas d'une cohabitation du PS avec le gouvernement, mais pas plus d'un alignement aveugle et démobilisateur", écrivent les porteurs de cette motion, qui suggèrent entre autres le vote d'une résolution indiquant les réformes importantes à porter dans les 15 mois restant "utiles pour réformer le pays".

Pour faire du PS un parti "qui prépare méthodiquement les reconquêtes dans les territoires", le document publié liste six propositions, dont le soutien aux territoires et sections "fragiles", un grand plan de formation des militants pas "monolithique" ou des comités fédéraux de liaison avec les autres formations de



gauche.

Pour "construire le PS du 21e siècle", les huit pistes de la motion B mêlent pratiques plus collaboratives (contribution des militants à l'évaluation de l'impact de l'action gouvernementale et locale, forums annuels ou cafés participatifs annuels ouverts aux sympathisants et citoyens, création d'une université populaire progressiste permanente...), ouverture accrue des rangs du PS, et souci d'exemplarité.

Il est ainsi préconisé que toute condamnation pour des délits relevant du Code pénal, en particulier pour des faits de corruption ou d'enrichissement personnel, interdise l'accès à des responsabilités au sein du PS et à toute investiture à des élections.

La campagne pour le congrès du PS à Poitiers s'achèvera avec le vote jeudi des militants sur quatre textes programmatiques, avant un vote la semaine suivante pour la direction du parti, à l'issue duquel Jean-Christophe Cambadélis entend bien arriver en tête.

© 2015 AFP

**Le Point.fr**

### III) La purge continue



Boissy-Saint-Léger. Deux élus de la majorité municipale socialiste ont été exclus lors d'une commission fédérale des conflits, de même que plusieurs militants des sections de L'Haÿ-les-Roses et Fresnes. (LP/C.M.)

#### Boissy-L'Haÿ : des élus et militants exclus du Parti socialiste

« Il y a des comportements qui ne sont pas acceptables dans la vie politique. Un parti n'est pas une amicale de joyeux boulistes », estime-t-on à la fédération socialiste du Val-de-Marne. Et dans l'esprit de la commission fédérale des conflits du PS, ces « comportements » peuvent être de soutenir une candidature dissidente lors des dernières élections départementales ou de créer un groupe au sein d'une majorité municipale socialiste.

C'est a priori le deuxième cas de figure qui a motivé l'exclusion, mercredi soir, de Nicolas Georges et Thérèse Lefèvre, élus à Boissy-Saint-Léger. Leur groupe Boissy Avenir n'avait pas voté le budget en conseil municipal. A priori car la convocation reçue par les élus évoque « le soutien à une candidature dissidente sur le plateau briard ». Sauf qu'il n'y en avait pas, raille Nicolas Georges, ancien proche du maire PS Régis Charbonnier : « Mais créer un groupe à l'intérieur de la majorité n'a rien d'illégal donc ils sont obligés de se raccrocher à d'autres motifs », assure-t-il, contrairement à la position de l'appareil fédéral. Et l'élu désormais sans étiquette d'estimer « qu'entre ceux qui sont déçus et ceux qui sont exclus, il ne va plus rester grand monde » au parti socialiste.

La même commission a également exclu cinq ou six militants des sections de L'Haÿ-les-Roses et Fresnes qui avaient soutenu une candidature dissidente aux départementales. Tous ont un mois pour faire appel devant la commission nationale des conflits.

E.M.

[leparisien.fr](http://leparisien.fr)

### IV) Congrès PS : dernière ligne droite avant le vote des militants



Le premier secrétaire du Parti socialiste Jean-Christophe Cambadélis le 11 avril 2015 à Paris,

Karine PERRET

**La campagne pour le congrès du PS à Poitiers s'achève cette semaine avec le vote jeudi des militants sur quatre textes programmatiques,**

## avant un vote la semaine suivante pour la direction du parti à l'issue duquel Jean-Christophe Cambadélis entend bien arriver en tête.

Quatre motions sont en lice pour ce congrès qui se tiendra du 5 au 7 juin à Poitiers : la motion (A) de Jean-Christophe Cambadélis, soutenue et signée par le gouvernement ; le texte (motion B) des frondeurs et de l'aile gauche, emmenés par le député Christian Paul ; la motion D "non alignée", animée par la députée Karine Berger ; enfin une motion C autoproclamée "militante" de terrain dont la première signataire est une secrétaire nationale, Florence Augier.

Les militants ont rendez-vous jeudi de 17h00 à 22h00 dans chacune des quelque 3.200 sections pour voter. Le 28 mai, ils se prononceront sur le premier signataire des deux motions arrivées en tête le 21 mai, le vainqueur devenant le premier secrétaire du parti. Les résultats et ses conséquences sur les instances du parti seront entérinés à Poitiers.

Entre les ponts du mois de mai, la campagne a été peu visible, mais les protagonistes ont enchaîné présentations des textes, débats entre les quatre motions dans la plupart des 101 fédérations de France, "cafés participatifs" etc. Mardi soir se tient à la Mutualité celle de la fédération de Paris, où doivent débattre, comme il est de tradition, les quatre premiers signataires.

Jeudi, chacun des protagonistes a tout intérêt à réaliser le plus gros score possible.

Pour Jean-Christophe Cambadélis, et indirectement, pour François Hollande et pour Manuel Valls - lequel a signé personnellement le texte - il s'agit d'être en mesure, vendredi après la publication des résultats, de revendiquer un PS le plus légitimiste possible à moins de deux ans de la présidentielle, et alors que les affrontements internes entre socialistes ont marqué débats et textes de lois depuis trois ans.

Pour M. Cambadélis, élu par le seul parlement du parti mi-avril 2014 après l'éviction de son prédécesseur Harlem Désir, il s'agit d'obtenir l'adoubement des militants.

entendent démontrer qu'ils représentent la majorité du PS.

La députée Karine Berger, qui soutient le gouvernement mais réclame de revoir tout le parti et son fonctionnement, peut récupérer les voix de ceux ne se reconnaissant pas dans les deux premiers camps. Ainsi, "elle pense que c'est elle qui fait le congrès", souligne un membre de la motion Cambadélis.

Florence Augier, pour sa part, ambitionne d'alerter et de secouer un PS pas assez diversifié.

Sur le fond, les quatre motions se rapprochent sur les valeurs républicaines, le rassemblement de la gauche, les notions d'"égalité réelle" ou d'"écossocialisme", mais divergent sur certains points d'économie, les orientations européennes, le soutien au gouvernement ou la question de désigner ou non le candidat pour 2017 par une primaire.

A quelques jours du scrutin, plusieurs responsables des motions B et D évoquaient une certaine "fébrilité" au sein de la motion A, qui ne serait "pas assuré de faire 50% le 21 mai".

Manuel Valls, en "chef de la majorité", s'est impliqué personnellement en allant défendre la motion A du côté de Bordeaux. Martine Aubry, qui après avoir laissé planer le doute, avait rejoint la "motion Camba" en avril, a aussi tenu meeting en Seine-Saint-Denis.

Les doutes se sont aussi exprimés sur la garantie du scrutin lui-même : pour éviter toute suspicion de fraude, les motions B et D réclament que la Haute autorité du PS se charge de le superviser et de proclamer les résultats, le plus rapidement possible.

Ce congrès intervient alors que le Parti socialiste, qui a subi quatre déroutes électorales (municipales, européennes, sénatoriales et départementales) en un an, connaît une érosion de ses effectifs : de 170.000 militants fin 2013, il est passé à 131.000 à jour de cotisations, auxquels s'ajoute un fichier de 28.000 adhérents non à jour mais pouvant encore le faire le 21 mai.

### Erosion des effectifs

De leur côté, les "frondeurs" et l'aile gauche, qui revendiquent d'être les derniers défenseurs du programme du candidat Hollande de 2012,





## V) Laurent Baumel : "Le PS n'assure pas ses promesses"

Maxime Switek reçoit Laurent Baumel, député socialiste d'Indre et Loire, qui fait partie des "frondeurs" du Parti Socialiste. Il revient ce matin sur la Une du Monde qui titre en première page "La grande hémorragie des militants PS", et qui explique que le PS a perdu, en trois ans, pas moins de 40 000 militants.

[http://www.dailymotion.com/video/x2qdez1\\_laurent-baumel-le-ps-n-assure-pas-ses-promesses\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x2qdez1_laurent-baumel-le-ps-n-assure-pas-ses-promesses_news)



Par Maxime SWITEK



LAPRESSEENREVUE.EU

## VI) Pascal Cherki : «Il faut conduire Hollande au second tour»



Pascal Cherki et Christian Paul, signataires de la motion B. Crédits photo : STEPHANE DE SAKUTIN/AFP

L'hypothèse d'une primaire socialiste pour 2017, fermement rejetée par la direction du parti, ne fait pas non plus l'unanimité chez les frondeurs assemblés autour de Christian Paul.

La question des primaires socialistes, balayée par le camp de Jean-Christophe Cambadélis, continue de faire débat du côté des frondeurs. Face à la menace frontiste et à la crainte d'un second tour UMP/FN en 2017, Pascal Cherki ne pense pas que la désignation d'un candidat soit particulièrement pertinente. «Idéalement il faudrait des primaires de toute la gauche. Vous pouvez organiser des primaires au PS mais il n'y aura pas beaucoup de participants. On ne va pas fabriquer un candidat quelques mois avant les présidentielles», a expliqué le député de Paris en marge d'un café débat que la motion B, portée par Christian Paul, a tenu ce samedi dans le XIV<sup>e</sup> arrondissement de la capitale.

Pour l'élu, si l'aile gauche se trouvait majoritaire à l'issue du congrès, elle aurait tout intérêt à concentrer ses efforts sur l'inflexion de la politique de l'exécutif. «On sait que le président de la République sera candidat, tout l'enjeu c'est de pouvoir le conduire au second tour», juge-t-il, avant d'invoquer un souvenir traumatique du PS: «Si le parti avait été plus exigeant avec Jospin, on aurait pas eu ce 21 avril 2002. On doit pouvoir obtenir des inflexions, car Hollande sait qu'il ne pourra pas faire campagne avec un demi-parti derrière lui.»

Dans les rangs des frondeurs cette position fait grincer des dents. «Je ne suis pas d'accord avec ça», lance Marie-Noëlle Lienemann. «Avec un candidat sortant on a jamais de décrochage politique», explique la sénatrice de Paris, pour qui le processus des primaires s'inscrit dans une démarche démocratique qui doit aussi permettre de renouer avec la logique du discours du Bourget. Face à ces divergences, Christian Paul a choisi de prendre de la hauteur: «Je ne suis pas un ayatollah des primaires mais elles font partie de nos statuts», souligne-t-il. Il conclut: «Il faudra analyser la situation; nous apprécierons d'ici un an la façon dont évoluent la politique et les résultats de François Hollande.»



LAPRESSEENREVUE.EU

## VII) Présidentielle : la course est relancée

Jacques Julliard

Depuis début 2015, la course à la présidentielle est officiellement relancée. Si le casting qui se profile pour 2017 ressemble comme deux gouttes d'eau à celui de 2012, rien n'interdit aux Français de tromper tous les sondages en faisant preuve d'audace et d'originalité dans les urnes.



POL EMILE/SIPA

On ne l'a pas suffisamment souligné : dans la rivalité qui les oppose pour la candidature à la présidentielle, Alain Juppé vient à deux reprises de se refuser au combat, comme un cheval qui recule, contre Nicolas Sarkozy. La première fois, ce fut en novembre dernier à propos de la présidence de l'UMP. En se dérochant, il a laissé le champ libre à son rival. Certes, parti trop tard, Juppé courait le risque d'être battu prématurément, et peut-être sans retour. Mais ce retard à l'allumage a un prix : désormais, c'est à Nicolas Sarkozy qu'appartient l'initiative. On vient de le voir encore la semaine dernière : alors qu'il était franchement hostile au changement de nom du parti, Alain Juppé a dû se résoudre à voter la proposition de son rival et à approuver la transformation de l'UMP en Les Républicains. Nicolas Sarkozy adore jouer les mâles dominants. Il y a danger pour ses concurrents à le laisser faire la course en tête.

**Certes, le maire de Bordeaux a pour lui le préjugé favorable de la classe dominante et la sympathie des éditorialistes.** Il a aussi de très bons sondages nationaux qui font de lui, contre Hollande, contre Valls, contre Marine Le Pen, un excellent candidat de second tour. Encore s'agit-il pour lui d'être présent au premier. Or, les militants

purs, monolithes, antidérapants, ceux qui font l'ossature du grand parti de droite, sont pour Nicolas Sarkozy. Deuxième risque pour Juppé : être victime du syndrome du centre droit. J'appelle ainsi le courant d'opinion flatteur qui, dans la période préprésidentielle, souffle régulièrement en faveur du candidat de centre droit, au détriment de celui de la droite dure. C'est ainsi qu'en 1969 le zéphyr trompeur donnait Poher vainqueur contre Pompidou ; en 1974, Chaban-Delmas vainqueur contre Giscard ; en 1988, Barre vainqueur contre Chirac ; et en 1995 Balladur vainqueur contre le même Chirac. Or, à la sortie des urnes, ce pronostic a été chaque fois déçu. Dans tous les cas, c'est le candidat grand teint, le candidat haut en couleur, celui qui paraissait le plus identitaire de son propre camp qui l'a emporté sur le candidat chauve-souris. Il y a autant de distance de l'opinion au vote que de l'amour au mariage. La Rochefoucauld n'a pas toujours raison : en politique, le cœur est souvent la dupe de l'esprit. Il y a enfin une troisième faiblesse dans le positionnement d'Alain Juppé : c'est qu'il va éprouver beaucoup de difficultés à distinguer clairement son programme de celui du futur candidat socialiste. L'alliance avec le centre, dont il est le promoteur, lui interdit toute complaisance à l'égard du Front national, notamment en matière d'immigration : tandis que Nicolas Sarkozy pourra à tout moment faire du buissonnisme sans Buisson, sous l'étendard républicain. Au chapitre de l'économie, il ne pourra que durcir, sans la changer, la politique de l'offre embrassée par François Hollande depuis janvier 2014. Tous deux enfin sont de fermes européens, convaincus de la priorité à donner à l'alliance franco-allemande. La différenciation pourrait ne se faire qu'à la marge.

**C'est égal : depuis le début de l'année 2015, la course à la présidentielle se trouve complètement relancée.** A la fin de l'année dernière, chacun promettait la première place à Marine Le Pen au premier tour ; le seul élément d'incertitude portant sur la personnalité de celui qui aurait la tâche de l'affronter au second : le candidat de la droite républicaine, ou celui de la gauche. Or, aujourd'hui, Marine Le Pen n'est plus du tout assurée de cette première place, ni même de la deuxième. Le début de 2015 a été mauvais pour elle : elle n'a pas trouvé sa place dans le grand mouvement républicain du 11 janvier ; les départementales ont été moins triomphales que prévu ; enfin le duel à mort entre le père et la fille au sein de la famille Le Pen a jeté une ombre politicienne sur l'ensemble de son entreprise.



Dans la nouvelle configuration de ce printemps 2015, la première place semble promise au candidat de la droite classique, tandis que la deuxième se jouerait entre Marine Le Pen et le président sortant. Pour ce dernier, il est donc vital de décourager toutes les candidatures dissidentes. Un premier résultat a été obtenu par François Hollande qui a fait éclater la mouvance écologiste. Comme il le sait depuis longtemps en son for intérieur, son avenir dépend de la déesse Conjoncture. Et aussi de la gauche de la gauche, qui ne pouvant guère nourrir d'espérances propres conserve néanmoins un pouvoir d'arbitrage. Par sentiment et par ressentiment, Jean-Luc Mélenchon préférera sans doute faire élire Nicolas Sarkozy plutôt que François Hollande. Mais rien ne dit que les communistes le suivront dans cette politique du pire, et encore moins leurs électeurs.

**Autrement dit, pour nous résumer, Marine Le Pen n'est pas encore au second tour, Alain Juppé n'est pas encore au premier, Nicolas Sarkozy n'a pas encore gagné, François Hollande n'a pas encore perdu.** Le sondage que nous publions montre que le casting actuel, reproduisant celui de la dernière fois, n'enchant guère les Français. Le trio forcé accouche d'un triangle équilatéral. Mais ce n'est pas le rôle des institutions de créer le changement. Rien, en revanche, dans la Constitution n'interdit aux citoyens de faire preuve d'imagination.



LAPRESSEENREVUE.EU

## VIII) Benoît Hamon dénonce une "forme de cynisme" à la tête du PS

Fabrice Savel avec Reuters [humanite.fr](http://humanite.fr)



Photo : Rémy Gabalda/AFP

**L'ex-ministre socialiste de l'Education nationale Benoît Hamon a dénoncé samedi une "forme de cynisme" à la tête du PS et estimé que les militants du principal parti de la majorité pourraient déjouer les pronostics sur son congrès de début juin à Poitiers.**

Les militants du PS seront invités le 28 mai prochain à choisir un premier secrétaire entre les chefs de file des deux motions qui auront obtenu le plus de voix le 21, ce qui devrait contribuer à déminer le congrès des 5, 6 et 7 juin. L'actuel premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis a notamment rallié à lui, la maire de Lille, Martine Aubry, et ses amis, ce qui devrait en principe lui permettre de garder la direction du Parti socialiste.

"Je n'anticiperais pas sur ce résultat", a cependant déclaré samedi à France Culture Benoît Hamon. Il a estimé qu'il ne fallait pas écarter l'hypothèse que les militants socialistes, appelés à se prononcer jeudi sur les quatre motions en lice, se rebellent "à l'égard de la situation et d'une forme de cynisme". Benoît Hamon se réfère notamment à des propos de Jean-Christophe Cambadélis, rapportés par l'hebdomadaire L'Obs, sur la manière dont sa motion (motion "A") a été rédigée pour rassembler de la droite du PS aux "aubrystes".

Le premier secrétaire commente notamment une formule sur le travail du dimanche assez ambiguë pour que tout le monde puisse s'y retrouver sans renier des convictions contradictoires. "C'est à montrer dans les écoles", commente-t-il selon les propos qui lui sont prêtés par le journal. "Martine n'était pas dupe mais elle n'a pu s'empêcher d'exploser de rire quand je la lui ai lue. Tout a été pensé, croyez-moi. J'ai passé des jours et des nuits à plancher."

Pour Benoît Hamon, face à la montée, d'élection en élection, du Front national, qui est selon lui



"aux portes du pouvoir", il ne sera pas possible de "continuer avec les mêmes habiletés, les mêmes personnes, les mêmes combinaisons." L'ancien ministre a par ailleurs dit s'être "trompé" sur Manuel Valls et sa capacité à infléchir la politique économique du gouvernement, lors de la formation de sa première équipe en avril 2014. "J'ai cru que le pragmatisme qui est le sien l'amènerait à regarder les yeux dans les yeux ce qu'étaient les conséquences en termes de chômage, d'inégalités, d'une politique économique, qui, non seulement fabrique de la désespérance sociale (...) mais en plus fabrique du désenchantement démocratique." "J'ai parié sur sa capacité à regarder les choses en face et je me suis trompé", a ajouté Benoît Hamon. France-Hamon dénonce une forme de cynisme à la tête du PS. Benoît Hamon, qui a quitté le gouvernement en même temps qu'Arnaud Montebourg sur des désaccords économiques avec le Premier ministre, Manuel Valls, fin août 2014, est signataire de la motion des "frondeurs" du PS (motion "B") concurrente de celle du premier secrétaire du Parti.

**L'Humanité.fr**

**Sarkozy tire à boulets rouges sur Hollande, "un poids mort pour la France"**



Nicolas Sarkozy (C), son fils Jean Sarkozy (G) et Louis Nicollin (D) lors du match Montpellier/PSG 16 mai 2015 à Montpellier © PASCAL

**Nicolas Sarkozy a vertement critiqué François Hollande samedi lors d'un meeting dans l'Hérault, ironisant sur le président "Moi je" et le qualifiant de...**

Nicolas Sarkozy a vertement critiqué François Hollande samedi lors d'un meeting dans l'Hérault,

ironisant sur le président "Moi je" et le qualifiant de "poids mort pour la France".

"La situation est extrêmement préoccupante. On savait qu'avec +Moi je+, ça ne serait pas terrible. Ça dépasse toutes nos espérances", a lancé le président de l'UMP devant quelque 2.000 personnes à Saint-Georges-d'Orques, quelques instants avant d'aller assister au Stade de la Mosson au sacre du Paris SG en Ligue 1 de football.

"En 2015, il a pris de l'expérience : il ne nous promet pas l'inversion de la courbe du chômage cette année, mais pour l'année prochaine. Il y a une chose qu'il n'a pas compris, +Moi je+ : le chômage, après le matraquage fiscal, il en est directement responsable. En 2017, il y a un poids mort pour la France qui appartiendra au passé", a poursuivi l'ex-président de la République.

"Aucun pays n'a connu un choc fiscal de la violence de celui imposé aux ménages et à nos entreprises. Ce n'est pas une question de spécialiste ou d'amateur, de droite ou de gauche, de riche ou de pauvre, c'est du bon sens : quand on est en Europe et que le marché premier c'est l'Europe, avec un tel matraquage, comment voulez-vous que nos entreprises participent à l'économie européenne?", a-t-il encore lancé.

"J'accuse le gouvernement socialiste d'être directement responsable de l'augmentation invraisemblable du nombre de chômeurs. (...) Et maintenant il fait quoi, +Moi je+? Il regarde, il va fêter son 3e anniversaire dans les Caraïbes, et il va saluer, sic, le +dernier grand personnage+, Fidel Castro," a encore ajouté le président de l'UMP, venu apporter son soutien à Dominique Reynié, tête de liste de la droite pour les régionales en Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées.

Nicolas Sarkozy, qui a également multiplié les critiques à l'encontre de la réforme "invraisemblable" du collège de Najat Vallaud-Belkacem, a aussi égratigné le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis, qui l'avait accusé d'être "légèrement xénophobe" en raison justement de ses attaques visant notamment la ministre de l'Education nationale.

"Un responsable de gauche dont j'ai oublié le nom, que je ne connais même pas, a dit que j'étais +presque xénophobe+. Je ne vois pas comment on peut être presque xénophobe. C'est stupide. (...) En tout cas, lui, il n'est pas presque stupide", a conclu Nicolas Sarkozy.

publicsenat.fr



## IX) PS : les frondeurs et de l'aile gauche du parti dévoilent leurs propositions

Les Echos



La motion B est portée par Christian Paul, député PS de la Nièvre et porte-paroles des frondeurs du PS - SIPA

**Les frondeurs et l'aile gauche du Parti socialiste ont dévoilé ce samedi 1un ensemble pour "reconstruire" un parti capable de "reconquête".**

Vu les "lourdes défaites subies aux élections municipales et départementales" et "face à une droite renouvelée et dangereuse", "la reconquête ne sera pas mécanique" et nécessitera de "reconstruire" un PS "plus efficace" et à même de "retrouver les militants déçus, les électeurs de la primaire de 2011 et attirer des générations nouvelles", selon les initiateurs de la motion B, portée par le député Christian Paul et qui rassemble les frondeurs et l'aile gauche du Parti socialiste.

Un constat qui les conduit à élaborer 17 propositions "largement issues" de leur Tour de France des fédérations. Ces propositions destinées à "reconstruire" un parti capable de "reconquête" ont été dévoilées ce samedi..

Premier axe des propositions rendues publiques lors d'un ultime café-débat, près de la gare Montparnasse à Paris, autour des députés Christian Paul et Laurent Baumel: "un parti fort qui inspire le gouvernement", au lieu de "se contenter de rédiger les communiqués saluant a posteriori les décisions du gouvernement".

### Pas de cohabitation avec le gouvernement

"Nous ne voulons évidemment pas d'une

cohabitation du PS avec le gouvernement, mais pas plus d'un alignement aveugle et démobilisateur", écrivent les porteurs de cette motion, qui suggèrent entre autres le vote d'une résolution indiquant les réformes importantes à porter dans les 15 mois restant "utiles pour réformer le pays".

Pour faire du PS un parti "qui prépare méthodiquement les reconquêtes dans les territoires", le document publié liste six propositions, dont le soutien aux territoires et sections "fragiles", un grand plan de formation des militants pas "monolithique" ou des comités fédéraux de liaison avec les autres formations de gauche.

Pour "construire le PS du 21e siècle", les huit pistes de la motion B mêlent pratiques plus collaboratives (contribution des militants à l'évaluation de l'impact de l'action gouvernementale et locale, forums annuels ou cafés participatifs annuels ouverts aux sympathisants et citoyens, création d'une université populaire progressiste permanente...), ouverture accrue des rangs du PS, et souci d'exemplarité.

Il est ainsi préconisé que toute condamnation pour des délits relevant du Code pénal, en particulier pour des faits de corruption ou d'enrichissement personnel, interdise l'accès à des responsabilités au sein du PS et à toute investiture à des élections.

La campagne pour le congrès du PS à Poitiers s'achèvera avec le vote jeudi des militants sur quatre textes programmatiques, avant un vote la semaine suivante pour la direction du parti, à l'issue duquel Jean-Christophe Cambadélis entend bien arriver en tête.

LesEchos.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## X) Mélenchon, porte-étendard et torpille pour la gauche du PS

Rachid LAÏRECHE



Meeting unitaire de solidarité avec le peuple grec, le 19 janvier à Paris. De gauche à droite : Clémentine Autain, Jean-Luc Mélenchon, Cécile Duflot et Pierre Laurent. (Photo Albert Facelly)

**Le projet de rassemblement en vue d'une alternative aux socialistes bloque. Obstacle de taille : l'ex-candidat à la présidentielle dont les sorties sur Poutine et Merkel font tache.**

Dimanche 30 mars, les résultats des élections départementales tombent. La gauche dérouille. Dans la foulée, Jean-Luc Mélenchon lance un appel devant les caméras et quelques militants du Front de gauche : «Offrons à notre peuple une nouvelle alliance populaire, crédible, indépendante de ce gouvernement avec lequel rien n'est possible. Une alliance visible, proposant le même sigle dans tout le pays pour que chacun puisse l'identifier. Une alliance clairement ancrée avec les partis et personnalités de l'opposition de gauche, avec des assemblées citoyennes ouvertes à tous.» Depuis la victoire de Syriza en Grèce ou l'apparition de Podemos en Espagne, l'idée d'un nouveau mouvement à gauche pour renverser la table trotte dans les têtes de Cécile Duflot, Pierre Laurent, Clémentine Autain ou Jean-Luc Mélenchon. Après le dernier scrutin, les

rencontres se sont multipliées entre les écologistes, le Parti de gauche, le PCF et des représentants de l'aile gauche du PS pour tâter le terrain. En vain.

**Base.** Les raisons du blocage, alors que le mot «alternative» est dans toutes les bouches, sont multiples. D'un côté, EE-LV se bagarre en interne : la base penche vers la gauche radicale tandis que de nombreux parlementaires rêvent d'un retour au gouvernement. De l'autre, les communistes pointent le calendrier électoral peu favorable. «A peine sortis des départementales, on prépare les régionales et après on sera directement dans la présidentielle. Du coup il est compliqué de s'organiser, de s'entendre», explique leur porte-parole, Olivier Dartigolles. D'autant plus que du côté du PCF, la question des alliances, au premier ou au second tour, avec le PS aux régionales de décembre pour garder un maximum d'élus, va de nouveau se poser. Au grand dam d'un Mélenchon qui demande à tous de «se tenir à distance» de ce



qui est rose. Ce qui n'arrange pas tout le monde. Du coup, lorsque l'on coupe les micros, un certain nombre de dirigeants à gauche pointent un obstacle de taille : Mélenchon. Ils racontent les difficultés à travailler avec l'ancien candidat de 2012. Un dirigeant EE-LV : «Renseignez-vous au Front de gauche, demandez aux communistes : travailler avec lui constitue un vrai supplice. Il a certes un vrai talent pour parler aux Français et on ne peut pas construire des projets sans lui pour le moment. En fait, tout va bien tant que tout tourne autour de sa personne.»

«**Propagande**». Ils déplorent également ses dernières sorties. Début mars, le leader du Front de gauche prend la défense de Vladimir Poutine et dénonce la «propagande antirusse» déployée selon lui «à partir du meurtre de Boris Nemtsov». Ses alliés s'arrachent les cheveux. Certains publiquement, comme Clémentine Autain dans Libération : «Aujourd'hui la parole du Front de gauche est associée à Jean-Luc Mélenchon parce qu'il a été notre candidat lors de la présidentielle. Or, sur ce sujet, des désaccords existent. Ne soyons pas naïfs sur Poutine. Le président russe et son entourage préfèrent la violence à la démocratie. Ils ont noué des liens étroits avec les réseaux d'extrême droite en Europe.» Le député européen vient de remettre le couvercle avec la sortie de son nouveau bouquin, le Hareng de Bismarck (Plon). Avec ce pamphlet sur «le poison allemand», Mélenchon irrite une nouvelle fois ses camarades.

Personne n'a, pour autant, envie d'insulter l'avenir. Jean-Luc Mélenchon est une figure forte qui squatte les médias et détient un argument de poids : ses 11,11% obtenus au premier tour dans la course à l'Elysée en 2012. Du coup, le discours varie (selon que l'on est en off ou en on). Un cadre du Front de gauche : «La question n'est pas de savoir qui sera à la tête du mouvement mais comment créer un mouvement qui rassemble toutes les forces de gauche en contradiction avec la politique du gouvernement et combattre le Front national. A propos de Mélenchon il n'y a pas de doute, on a besoin de lui.» La même personne lorsque le micro s'éteint : «Déjà, sa sortie sur Poutine était limite mais aujourd'hui avec son livre contre l'Allemagne il part complètement en vrille, c'est incompréhensible alors qu'il est ultra-intelligent, peut-être le plus intelligent de tous. Avec ses sorties il fait peur à ceux qui veulent nous rejoindre.» Même malaise chez les écologistes : «Le Che Guevara des plaines qui passe son temps à insulter tout le monde, y'a rien à faire... Mais c'est pas grave,

notre rassemblement se fera quand même et il sera avec nous.»

Cible. La semaine passée, la patronne des Verts, Emmanuelle Cosse, est sortie du bois dans le JDD : «A cause de ses prises de position très rudes, la question de l'alliance avec Mélenchon ne me semble plus d'actualité. J'ai du mal avec quelqu'un qui traite Dany [Cohn-Bendit, ndlr] de dégénéré.» A deux ans de l'élection présidentielle, au Parti socialiste, on guette avec attention l'évolution de l'autre gauche. Une multitude de candidats face à François Hollande en 2017 ne seraient pas les bienvenus.

Une seule candidature qui fédérerait toutes les autres forces de gauche non plus. Marie-Noëlle Lienemann, ancienne camarade de Mélenchon lorsqu'il était animateur de l'aile gauche du PS commente : «Changer de cible - Merkel plutôt que Hollande -, ce n'est pas idiot, il a une intuition : l'affrontement entre nations est de retour. Là où je ne suis pas d'accord, c'est que cette thèse-là n'aboutit pas à un renforcement de la gauche. Vous verrez, il joue le nationaliste aujourd'hui et au moment de la campagne, il trouvera autre chose.» La sénatrice PS ajoute : «Ne croyez pas que Mélenchon est mort. Il est à 9,5% dans les sondages. Ses alliés n'auront pas d'autre choix que de le prendre comme candidat.» Reste à savoir qui seront ses «alliés». On aurait aimé lui poser la question mais Jean-Luc Mélenchon refuse toujours de répondre à Libération.

Rachid LAÏRECHE



LAPRESSEENREVUE.EU

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**